

Unité interdépartementale des deux Savoie
430 rue de Belle Eau
73000 Chambéry

Chambéry, le 13/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



Ancien site AXIA / Actuel site COLAS

ZI Les Vernays
Route de l'Energie
73540 LA BÂTHIE

Références : 20220705-RAP-AxiaLB-Colas-Inspection-Georisques-v1

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5/07/2022 sur les terrains précédemment occupés par la société AXIA, et actuellement occupés par la société COLAS, ZI Les Vernays, Route de l'Energie, 73540 LA BÂTHIE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présent rapport

Société	AXIA	COLAS
Siège social	ZI Route de l'Industrie 73540 ESSERTS BLAY	1 rue du colonel Pierre Avia 75015 PARIS
Adresse du site	ZI Les Vernays, Route de l'Energie, 73540 LA BÂTHIE	
Code AIOT dans GUN	6104343	100004410
Régime	Autorisation	Déclaration
Statut Seveso	Non Seveso	Non Seveso
Statut IED	IED - MTD	Non IED - MTD

Par arrêté préfectoral du 4/02/2003, la société AXIA (établissements POUGET) a été autorisée à exploiter sur les communes d'Esserts-Blay et de La Bâthie un centre de tri, transit et regroupement de déchets.

L'exploitant a par la suite mis fin aux activités exercées sur la commune de La Bâthie.

Un arrêté préfectoral du 1/10/2015 a actualisé les prescriptions applicables aux activités exercées, depuis 2007 globalement, sur les seules parcelles localisées sur la commune d'Esserts-Blay.

Une visite rapide de l'ancien site AXIA à La Bâthie a été réalisée le 5/07/2022. Elle concerne certains points de la procédure de cessation d'activité du site AXIA, dont les terrains, propriété de la société AGIA ZANE, sont désormais occupés par la société COLAS. Elle visait à prolonger celle du 6/05/2022 (rapport du 24/05/2022), lors de laquelle seuls les aspects documentaires de la procédure avaient été évoqués avec l'exploitant, dans ses locaux d'Esserts-Blay.

La visite a été réalisée en présence du propriétaire des terrains, mais sans représentant de la société AXIA, ni de la société COLAS, dont la présence n'était pas nécessaire.

Elle était destinée à vérifier l'usage des terrains et la nature des activités exercées aujourd'hui sur le site. Elle a été l'occasion de vérifier la situation administrative des activités actuelles au regard de la réglementation ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Procédure de cessation d'activité
- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de l'inspection
2-Situation administrative des activités actuelles	Nomenclature des installations classées : rubrique 2517	Mise en demeure, dépôt de dossiers(société COLAS)

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Suite possible
3-Mémoire de réhabilitation	AP de Mise en Demeure du 16/03/2020 - article 1er, et article R. 512-39-3 du code de l'E.	Amende administrative (société AXIA)

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Observation
1-Usage "futur"	Code de l'environnement - article R. 512-39-2	OUI

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous avons constaté que l'usage actuel du site est conforme à la proposition d'usage industriel faite par la société AXIA en 2016.

La visite a par ailleurs mis en évidence que l'activité de transit et regroupement de matériaux et déchets inertes présente sur le site est exploitée par la société COLAS au delà du seuil d'enregistrement réglementaire, sans que l'exploitant bénéficie d'une décision d'enregistrement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1-Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-39-2 ; dossier de cessation d'activité de la société AXIA (Advice Environnement - 31/03/2016)
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité – Détermination de l'usage futur
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> code de l'environnement : procédure de détermination de l'usage futur (N.B. : l' "usage futur" désigne l'usage des terrains après l'arrêt des installations classées ; dans le cas présent, l' "usage futur" désigne l'usage des terrains après l'arrêt des activités industrielles de tri, transit et regroupement de déchets exercées par la société AXIA) Proposition du dossier de cessation d'activité (p14) pour l'usage futur du site : "la société AXIA Pouget propose de conserver un usage industriel"
Constats : Nous avons constaté que l'usage actuel du site est conforme à la proposition d'usage industriel faite par la société AXIA en 2016 : les terrains, propriété de la société AGIA ZANE, accueillent aujourd'hui la société de travaux publics COLAS, qui y exploite une plateforme de tri, transit et regroupement de matériaux et déchets inertes, sans construction. (voir le point de contrôle n°2). Pour mémoire, nous signalons que 2 cours d'eau apparaissent sur le plan cadastral : Le 1 ^{er} , (ruisseau de Gubigny) qui figure également sur le réseau hydrographique référencé par l'IGN sur le site Géoportail, traverse effectivement le terrain à l'est : il est busé à l'entrée du site et

<p>ressort plus au nord. La plateforme de transit prend place à l'ouest de ce ruisseau</p> <p>Le 2nd ruisseau, qui traverse le plan cadastral, n'existe pas sur le terrain. Le propriétaire a expliqué qu'il s'agit probablement d'un ancien bras de l'Isère, par lequel l'eau s'écoulait en crue avant la mise en place de l'endiguement, et qui aurait été conservé pour mémoire sur le plan cadastral.</p> <p>Nous avons par ailleurs été informés par la société AGIA ZANE de son projet de construction d'un bâtiment sur une partie des anciens terrains exploités par la société AXIA. Ce projet fait l'objet d'une demande de permis de construire déposée en mars 2022, en cours d'instruction par la communauté d'agglomération Arlysère. Ce projet porte sur la construction de bâtiments administratifs pour la société COLAS ainsi qu'un atelier de réparation et d'entretien de véhicules à moteur (engins de la société COLAS). La partie ouest du site, en bordure des terrains exploités par la société AXIA à Esserts-Blay, conservera son usage de plateforme de transit de matériaux et déchets inertes. Dans sa configuration future, le site conservera donc un usage industriel.</p> <p>S'agissant de la procédure de concertation autour de l'usage futur du site, nous avons relaté dans notre rapport du 24/05/2022 (visite du 6/05/2022) la difficulté posée par le classement de certaines parcelles d'emprise de l'ancien site AXIA en zone agricole dans le PLU communal, classement rappelé par la mairie de La Bâthie en 2021 (les autres parcelles sont classées en zone Ue). Ce point a fait l'objet, à notre initiative, juste après la visite du site le 4/07/2022, d'une réunion entre la mairie, l'ancien exploitant, le propriétaire et les services de l'Etat, lors de laquelle la possibilité pour la mairie de reclasser les terrains concernés en secteur UE a été discutée (compte-rendu établi le 6/07/2022).</p>
<p>Observations :</p> <p>Il a été convenu avec la mairie de La Bâthie qu'elle tiendrait informées les parties prenantes du dossier de la position du conseil municipal concernant le reclassement en zone Ue de certaines parcelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : 2-Situation administrative des activités actuelles

<p>Référence réglementaire : Nomenclature des installations classées : rubriques 2515 et 2517</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2517 : Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques : déclaration :</p> <ul style="list-style-type: none"> déclaration pour une superficie comprise en 5000 et 10000 m² ; enregistrement pour une superficie supérieure à 10 000 m² <p>2515- 1 : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation</p> <ul style="list-style-type: none"> déclaration pour une puissance de machine comprise entre 40 et 200 kW
<p>Constats :</p> <p>La société COLAS Rhône-Alpes Auvergne (SIRET 329 393 797 00298) a reçu une preuve de dépôt du 7/10/2019 pour sa télédéclaration du même jour concernant l'exploitation d'une installation de broyage-concassage de 189 kW relevant de la rubrique 2515-1.b de la nomenclature. Le dossier mentionne également une plateforme de transit de matériaux pour une superficie totale de 5 000 m², non classée au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature.</p> <p>Le changement d'exploitant de l'installation, au profit de la société COLAS France (SIRET 329 338 883 03413), a fait l'objet d'une télédéclaration du 9/04/2021 (preuve de dépôt du même jour).</p> <p>Nos constats sont les suivants :</p> <p>° Rubrique 2515 : nous n'avons pas constaté de broyeur sur le site. Le propriétaire a indiqué que le</p>

<p>broyeur n'est amené sur le site que pour des campagnes ponctuelles. Ce mode de fonctionnement ne présente pas de difficulté ; l'exploitant conserve le bénéfice de son récépissé de déclaration de 2019.</p> <p>° Rubrique 2517 : l'activité principale du site est le transit et regroupement de matériaux et déchets inertes. Au vu du site Internet Géoportail (IGN), la superficie totale de l'exploitation est supérieure à la superficie déclarée en 2019 et atteint environ 15 000 m². L'activité relève donc du régime de l'enregistrement au titre de cette rubrique. La société COLAS ne peut cependant se prévaloir du bénéfice d'une décision d'enregistrement pour cette activité.</p>
<p>Observations :</p> <p>Nous proposons à M. Le préfet de mettre en demeure la société COLAS France de régulariser la situation administrative de sa plateforme de transit et regroupement de matériaux et déchets inertes, soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement, soit en abaissant la surface d'exploitation à une valeur inférieure à 10 000 m² et en procédant à une télédéclaration.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier</p>

Nom du point de contrôle : 3-Mémoire de réhabilitation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-39-3, AP de Mise en Demeure du 16/03/2020, article 1er</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité – mémoire de réhabilitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Transmettre sous 4 mois le mémoire de réhabilitation prévu à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement,</p>
<p>Constats :</p> <p>Le seul évènement récent sur ce point est la transmission, par la société AGIA ZANE, le 29/06/2022 du plan de son projet de construction au bureau d'études Advice Environnement, à qui la société AXIA a confié la réalisation du mémoire de réhabilitation. Cet échange vise à ce que le mémoire prenne en compte le projet de construction ("usage futur"), conformément à la demande faite à la société AXIA lors de l'inspection du 6/05/2022.</p> <p>Au 1/07/2022 et au 5/07/2022, le mémoire de réhabilitation ne nous a pas été transmis par la société AXIA.</p> <p>Par conséquent, comme prévu suite à l'inspection du 6/05/2022, une proposition d'amende administrative à l'encontre de l'ancien exploitant des terrains a été faite à M. le préfet le 1/07/2022.</p>
<p>Observations :</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de nous transmettre sans délai la version actuelle du mémoire de réhabilitation (version 1), qui a dû être établie avant l'émergence du projet de construction porté par la société AGIA ZANE. Ceci nous permettra de formuler le cas échéant des observations sur la méthodologie d'élaboration du document, ou sur la réalisation de diagnostics complémentaires, ou sur les modalités de surveillance des eaux souterraines proposées, par exemple.</p> <p>Afin qu'il poursuive l'élaboration de la version 2 du mémoire, et dans l'attente de la modification éventuelle du PLU, nous invitons l'exploitant à considérer, par hypothèse, un usage industriel pour l'ensemble des parcelles de l'ancien site, et en particulier un usage industriel sans construction sur les parcelles aujourd'hui classées comme agricoles.</p> <p>Cette hypothèse, nos observations éventuelles sur la version 1, et le projet de construction de la société AGIA ZANE seront à prendre en compte dans la version 2 du document, qui devra nous être transmise sous 3 mois.</p> <p>Des sanctions complémentaires pourront être proposées en cas de retard.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet.</p>